

10 - Mutualisation de services - Création de services communs à compter du 1^{er} janvier 2013

M. FOUSSERET, Maire, Rapporteur :

Rappel du contexte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon et la Ville de Besançon ont engagé une politique de rapprochement de leurs services. La recherche d'une plus grande cohérence dans les politiques de gestion comme la volonté de rechercher des économies d'échelle ont conduit la CAGB et la Ville à progressivement partager de nouveaux services sur le fondement de l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En renforçant la capacité d'expertise de nos collectivités et en favorisant à moyen terme les économies d'échelles, la mutualisation a permis de promouvoir une bonne gestion des deniers publics et des services publics.

La loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 est venue conforter le dispositif de la mutualisation de services, en lui donnant un nouveau cadre juridique plus stabilisé qu'auparavant (le cadre législatif ayant régulièrement évolué), ce qui n'était jusqu'alors pas le cas, et en le replaçant dans la perspective du confortement du rôle de l'intercommunalité.

La loi a distingué deux situations :

- **La mise à disposition de service** (art. 65, codifié L 5211-4-1 du CGCT) vise les services opérationnels intervenant dans le cadre d'une compétence partagée entre Commune et EPCI. Le service peut indifféremment être positionné au niveau communal ou intercommunal. S'il l'est au niveau intercommunal, les agents communaux mis à disposition peuvent avec leur accord être transférés à l'EPCI. Les modalités d'évaluation de la charge à rembourser par l'entité bénéficiaire sont déterminées par le décret du 10 mai 2011.

- **Le service commun** (art. 66, codifié L 5211-4-2 du CGCT) a vocation à prendre essentiellement en charge les services dits «fonctionnels» (informatique, finances, etc.) qui concourent indirectement à l'exercice par une commune ou un EPCI à fiscalité propre de ses compétences. Il peut intervenir entre l'EPCI et une ou plusieurs communes. Les services communs sont gérés par l'EPCI ; les agents communaux affectés au sein d'un service commun avec la Communauté ont le choix entre une mise à disposition de plein droit à l'EPCI ou une mutation (sollicitée par l'agent).

Plusieurs éléments de contexte nous invitent à faire évoluer notre dispositif de mutualisation des services (certaines conventions ayant été prolongées d'un an en 2012 pour permettre un retoilettage global du dispositif) :

- la prise en compte du nouveau cadre réglementaire (loi du 16 décembre 2010), qui prévoit obligatoirement le rattachement des services communs au niveau intercommunal (services fonctionnels)

- la nécessité de renouveler plusieurs conventions à terme au 31 décembre 2012 et de revoir à cette occasion le positionnement de certains services déjà mutualisés

- l'approfondissement de la mutualisation entre Ville et Grand Besançon, avec de nouvelles fonctions partagées : achat et commande publique, moyens généraux, conduisant à la mise en place de nouveaux services communs

- la volonté d'harmoniser le mode de calcul de la répartition des charges des services communs, en s'appuyant sur les dispositions du décret du 10 mai 2011

- la volonté d'élargir certains services communs au CCAS.

I - Le dispositif proposé au 1^{er} janvier 2013

L'ambition de renforcer l'intégration intercommunale et la volonté de donner davantage de lisibilité au dispositif de mutualisation des services, pour les élus, les services et les agents concernés ainsi que la prise en compte des éléments de contexte rappelés ci-dessus conduisent à la mise en place de services communs, comme suit :

- les services communs sont des services communautaires, ce qui implique le rattachement à la Communauté d'Agglomération des services communs actuellement positionnés à la Ville.
- les agents municipaux affectés à un service commun sont de plein droit mis à disposition de la Communauté, s'ils n'ont pas opté pour une mutation à la Communauté.
- lorsqu'un agent de la Ville mis à disposition d'un service commun quitte ses fonctions, le recrutement de l'agent qui le remplace sera opéré par la Communauté, sur un poste équivalent
- le mode de calcul des coûts et de répartition financière entre les entités est harmonisé, pour mettre fin à la diversité existant aujourd'hui selon la date des mutualisations antérieures et l'évolution du cadre législatif et réglementaire.

Deux conventions cadres sont mises en place :

- l'une entre la Communauté et la Ville pour les services communs à ces deux entités,
- et une autre associant le Centre Communal d'Action Sociale pour les services communs dont il bénéficiera.

La plupart des dispositions en sont communes.

Les projets de conventions précisent les missions, les moyens et l'organisation de chacun des services communs.

A. La création de services communs à la Communauté et à la Ville de Besançon

La convention-cadre entre la CAGB et la Ville crée les services communs suivants, tous déjà mutualisés à ce jour, et apporte plusieurs évolutions :

- La Direction de la Topographie résulte de la séparation de la Direction Plan et Informations Géographiques (DPIG) en deux services communs : la Direction Topographie qui reste rattachée au Département Transport Aménagement Patrimoine du Grand Besançon et le Service Informations Géographiques qui est rattaché au Département TIC.
- La Direction Stratégie et Territoire est un service déjà mutualisé positionné au Grand Besançon ; l'évolution en service commun n'entraîne pas de changement organisationnel.
- Le service Documentation et la navette Courrier, aujourd'hui mutualisés et positionnés au sein des services municipaux, sont placés sous l'autorité de la Direction de l'Administration Générale de la Communauté. La localisation de ce service au Centre Administratif Municipal reste inchangée.
- La fonction Financements européens, assurée jusqu'à présent par un attaché au sein de la Direction Programmation et Engagements de la Ville est rattachée à la Direction des Finances du Grand Besançon. Le poste étant vacant à ce jour, il sera pourvu par le recrutement d'un agent communautaire rattaché au service Budget Prospective et contractualisations de la Direction des Finances du Grand Besançon.

Tous ces services demeurent soumis à la double autorité fonctionnelle, conformément à la logique de la mutualisation.

B. La création de services communs à la Communauté, à la Ville de Besançon et au CCAS de Besançon

La convention-cadre entre la CAGB, la Ville et le CCAS concerne les services communs suivants :

- Le Département TIC, déjà mutualisé, qui est rattaché à la CAGB et voit le périmètre de ses missions mutualisées étendu,
- Les Moyens Généraux, ainsi que l'Achat et la Commande Publique (fonctions qui n'étaient pas mutualisées jusqu'à présent).

B1. Création du Département commun des TIC et du service commun des moyens généraux

Le rattachement du Département des TIC à la CAGB, au regard du nouveau cadre juridique issu de la loi du 16 décembre 2010, répond aux objectifs suivants :

- Préparer l'avenir en définissant une organisation suffisamment évolutive et adaptable pour permettre, dans les années à venir des interventions au service des autres communes de la CAGB et de ses habitants, dans le domaine des technologies de l'information ;
- Etendre la mutualisation à l'ensemble des activités initialement couvertes par le Département des TIC / Moyens généraux en cohérence avec les services «moyens généraux» de la CAGB et «ressources logistiques» du CCAS : gestion des copieurs, reprographie / façonnage, gestion des fournitures administratives et informatiques, nettoyage des locaux, contrôle d'accès, gestion de l'audiovisuel des salles de réunion ; l'activité «offset» de l'imprimerie municipale n'est pas mutualisée.
- Rattacher la cellule «informations géographiques» de la Direction Plan et Informations Géographiques (DPIG) au Département des TIC ; l'enjeu principal est de s'appuyer sur le déploiement du nouveau logiciel piloté conjointement par les TIC et la cellule «informations géographiques» pour donner une nouvelle dimension au SIG et le faire progressivement évoluer vers un véritable outil d'aide à la décision.

Deux services communs sont ainsi mis en place entre la Communauté, la Ville et le CCAS : le Département TIC, rattaché au DGS de la CAGB, et le service des Moyens Généraux, rattaché à la Direction de l'Administration Générale de la Communauté.

B2. Création d'une fonction commune Achats et Commande Publique

Les réflexions préalables au changement de logiciel financier pour les trois collectivités, et les enjeux importants (économiques, organisationnels, environnementaux, sociaux...) de la commande publique, ont amené les trois entités à s'interroger sur l'efficacité de leurs organisations et sur les possibles pistes d'amélioration.

La commande publique recouvre en fait deux métiers complémentaires, pratiqués différemment à la Ville, au Grand Besançon et au CCAS :

- d'une part, le conseil et l'accompagnement des services et des élus dans la mise en œuvre et le contrôle des dispositions du Code des Marchés Publics (fonction jusqu'alors non mutualisée)
- d'autre part, le conseil et l'accompagnement des services et des élus dans leurs actes d'achats, c'est-à-dire la préparation, la réalisation, le contrôle et l'évaluation de l'achat (fonction mutualisée à titre expérimental en 2012 avec la mise en place d'une nomenclature Achats, à l'occasion du changement partagé de système d'information financière).

En choisissant un partage de ces fonctions et une mutualisation au Grand Besançon (conformément au cadre juridique en vigueur), la Communauté, la Ville et le CCAS entendent poursuivre le travail déjà entrepris, le développer et regrouper les dimensions juridiques et économiques de la commande publique, en s'appuyant sur les moyens humains existants à la Ville, au Grand Besançon et au CCAS.

Cette mutualisation présente également de l'intérêt pour les agents qui voient leurs missions évoluer et se diversifier dans le cadre de procédures qui seront progressivement remises à plat en 2013.

La fonction commune Achat et Commande Publique sera rattachée à la Direction de l'Administration Générale de la Communauté.

II - Incidences en terme de ressources humaines

A - Evolution des emplois

La nouvelle organisation liée à la mise en place des services communs et du rattachement de certains d'entre eux au Grand Besançon emporte diverses conséquences en terme de mises à disposition d'agents, de suppression et de création de postes. La situation future intègre les changements d'organisation.

Grade	Direction / service d'origine	Cat.	Nombre d'emplois	Temps complet	Temps partiel
Postes de la Ville devant être mis à disposition de la CAGB					
Ingénieur chef classe exceptionnelle	DTIC - Ville	A	1	1	
Ingénieur principal	DTIC - Ville	A	2	2	
Ingénieur	DTIC - Ville	A	12	10	1 à 50 1 à 80 1 à 80
Attaché principal	DTIC - Ville	A	2	1	
Attaché	DTIC - Ville	A	1	1	
Technicien principal de 1 ^{ère} classe	DTIC - Ville	B	1	1	
Technicien principal de 2 ^{ème} classe	DTIC - Ville	B	7	7	
Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	DTIC - Ville	B	8	6	1 à 80
Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	DTIC - Ville	B	2	2	
Rédacteur	DTIC - Ville	B	3	3	
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	DTIC - Ville	C	1	1	
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	DTIC - Ville	C	2	2	
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	DTIC - Ville	C	2	1	1 à 80
Technicien installation informatique	DTIC - Ville	/	1	1	
Attaché	Commande publique - Ville	A	1	1	
Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe		B	1	0	1 à 80

Grade	Direction / service d'origine	Cat.	Nombre d'emplois	Temps complet	Temps partiel
Bibliothécaire	Documentation - Ville	A	1	1	
Assistant de conservation principal 2 ^{ème} classe		B	2	1	1 à 80
Postes existants au CCAS devant être supprimés					
Attaché principal	Service ressources logistiques	A	1	1	
Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe		B	1	1	
Agent de maîtrise principal		C	1	1	
Poste existant à la Ville devant être supprimé					
Attaché	Prospective et financements	A	1	1	

Grade	Service de rattachement	Cat.	Nombre d'emplois	Temps complet	Temps partiel
Postes devant être créés à la CAGB					
Attaché principal	Achats	A	1	1	
Attaché		A	1	1	
Technicien		B	1	1	
Attaché	Budget, prospective et contractualisation	A	1	1	
Technicien	Téléphonie	B	1	1	

Il convient de préciser que la liste des postes existants au sein des services municipaux versés dans un service commun et devant être mis à disposition qui figure dans le tableau ci-dessus est susceptible d'évoluer en fonction des décisions individuelles des agents concernés de solliciter ou non une mutation. Les postes des agents de la Ville qui décideront de muter au Grand Besançon d'ici le 31 décembre 2012 seront supprimés de la liste des emplois municipaux et ajoutés à la liste des emplois du Grand Besançon.

B - Régime applicable au personnel des services communs

En matière de ressources humaines, les services communs sont régis par l'article L 5211-4-2 du CGCT.

Les fonctionnaires et agents non titulaires communaux qui remplissent leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont de plein droit mis à disposition de la communauté. Toutefois, pour ceux qui le souhaitent, ils peuvent muter au sein des effectifs de la Communauté d'Agglomération.

Les services sont gérés par la Communauté qui disposera de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination, à l'exception de celles mentionnées aux articles 39, 40, 61, 64 à 73, 75, 78, 79, aux sixième à huitième alinéas de l'article 89 et suivants et aux articles 92 à 98 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Ainsi, pour les agents municipaux mis à la disposition de la Communauté, la Ville reste exclusivement compétente pour :

- la promotion interne (art. 39) ;
- l'avancement d'échelon (art. 78) ;
- l'avancement de grade (art. 79) ;
- la nomination (art. 40) ;
- la mise à disposition (art. 61) ;
- le détachement (art. 64 à 69) ;
- la position hors cadre (art. 70 à 71) ;
- la disponibilité (art. 72 et 73) ;
- le congé parental (art. 75) ;
- les sanctions du deuxième groupe en matière de pouvoir disciplinaire (art. 89 al. 6 à 8) ;
- la cessation de fonction (art. 92 à 98).

C - Gouvernance

Les services communs mettent en oeuvre les politiques définies par les Assemblées. Pour un fonctionnement efficient de ces services, ceux-ci sont placés sous l'autorité fonctionnelle partagée des Directeurs Généraux des services des entités, eux-mêmes sous l'autorité de leur exécutif respectif.

Les Comités Techniques Paritaires de la Ville, du CCAS et du Grand Besançon se sont prononcés favorablement sur le projet de création des services communs mentionnés ci-dessus.

Un comité de suivi est créé pour réaliser un bilan annuel de la mise en œuvre des services communs, qui sera annexé au rapport d'activité des deux collectivités ; le comité examinera notamment le bilan financier de ladite convention.

Il est composé des adjoints en charge des ressources humaines et des finances de la Ville, des vice-présidents du Grand Besançon en charge de ces mêmes domaines, des directeurs généraux des services des collectivités et des représentants des services en charge du conseil de gestion et de l'évaluation.

III - Dispositions financières

Le décret du 10 mai 2011 définit le mode de calcul du coût des services mis à disposition entre Communautés et Communes. Ce mode de calcul a été retenu pour déterminer la prise en charge financière entre les collectivités des charges supportées par la CAGB au titre des services communs.

A - Modes de calcul

Les coûts des services communs sont évalués en prenant en compte les éléments suivants, qui constituent le coût unitaire de fonctionnement :

- charges directes imputables à la Direction mutualisée ou à la partie de Direction mutualisée : rémunérations réelles, dépenses budgétaires constatées au CA correspondant à des dépenses nécessaires au fonctionnement du service.
- charges indirectes imputables à la Direction Mutualisée ou à la partie de Direction mutualisée : un forfait administratif par agent est calculé.
- locaux : selon les situations, les charges prises en compte sont une valorisation des locaux, ou le montant des loyers, et les charges locatives
- amortissements pour les dépenses d'investissement correspondant à des équipements mis en commun.

Le coût unitaire de fonctionnement est constaté à partir des dépenses du dernier compte administratif approuvé.

Il est à noter que le mode de calcul ci-dessus ramène le coût des locaux à leur occupation effective par les services mutualisés. Le Département TIC étant désormais mutualisé à la Communauté, il y a lieu de prévoir le transfert du bail conclu par la Ville avec la Société City Clairia pour l'occupation de ces locaux et de leurs annexes (rez-de-chaussée et sous-sol) et de conclure une convention séparée entre la Ville et la Communauté pour la refacturation des espaces utilisés par la Ville mais non impactés par le mode de remboursement valant pour les services communs (stockages par exemple).

Pour les services communs, des clés de répartition, permettant la ventilation de ces coûts sont appliquées pour chacune des parties.

Les clés de répartition sont les suivantes :

- **Clé A** : Part en pourcentage du nombre d'agents titulaires et non titulaires sur postes permanents de la collectivité de rattachement / nombre total d'agents titulaires et non titulaires sur postes permanents de la Ville et de la Communauté. Pour neutraliser les choix des agents des services mutualisés, ces effectifs sont intégrés dans le calcul retenu, comme faisant partie des effectifs de chaque entité ; la clé de répartition est établie sur ces valeurs corrigées.

Sur la base des effectifs prévisionnels au 1^{er} janvier 2013, les clefs de répartition sont les suivantes :

Pour les services communs entre la CAGB et la Ville :

VILLE	CAGB
83,80 %	16,20 %

Pour les services communs aux trois entités :

VILLE	CAGB	CCAS
72,32 %	15,40 %	11,28 %

- **Clé B** : répartition forfaitaire à parité entre la Communauté et la Ville

Cette répartition forfaitaire 50/50, apparaît plus pertinente pour mesurer le volume d'activité pour un nombre limité de services.

Les conventions passées entre les parties déterminent les cas concernés, la clé A étant la clé de principe et la clé B l'exception.

Les clés en question s'appliqueront également pour calculer la répartition de la charge entre les parties s'agissant du financement des investissements communs dont l'inscription budgétaire sera prise en charge par la Communauté.

Après le 1^{er} janvier 2013, les clés de répartition seront actualisées annuellement sur la base des effectifs constatés au 1^{er} janvier de l'exercice.

Le mode de calcul pour la première année et les incidences en termes de flux financiers figurent en annexe à titre indicatif (calcul de référence).

B - Flux financiers

Sur la base des calculs exposés précédemment, la Communauté facturera au CCAS le coût des services communs lui revenant. Pour ce qui concerne la Ville et la Communauté, le mode de calcul retenu sera soumis à la Commission Locale d'Évaluation des Charges pour impacter le calcul de l'ACTP qui globalise les flux financiers entre les deux entités depuis la création de la Communauté. Pour les exercices suivants, la Ville remboursera à la Communauté d'Agglomération la part qui lui revient du coût annualisé des services communs, minoré du montant prélevé sur l'ACTP.

C - Cas particulier de la fonction Achat mutualisée

La fonction Achat a été mutualisée à titre expérimental entre la Ville et la Communauté concomitamment à la mise en œuvre du logiciel partagé de gestion financière à compter du mois d'avril 2012. Il sera mentionné par convention le montant du remboursement auquel procédera la Ville pour la période d'avril à décembre 2012, et qui s'élève à 18 205 €. Ce montant correspond à 50 % du coût relatif à l'intervention de deux agents à mi-temps pendant neuf mois (selon le mode de calcul exposé ci-dessus).

Propositions

Le Conseil Municipal est invité à :

- se prononcer sur l'évolution apportée au dispositif de mutualisation de services, avec la création de services communs sur le fondement de l'article L5211-4-2 du CGCT,

- autoriser M. le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer les deux conventions ci-annexées de création de services communs, l'une entre la Ville et la Communauté, l'autre entre la Ville, la Communauté et le CCAS, ainsi que tout acte qui serait nécessaire,

- approuver la reprise par la Communauté du contrat de location conclu avec la Société City Clairia et autoriser M. le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer l'avenant tripartite correspondant, ainsi que la convention ci-jointe fixant les nouvelles relations entre les deux parties, notamment les modalités de remboursement de la Ville à la Communauté pour les espaces non impactés par le nouveau dispositif des services communs,

- prendre acte de la suppression du poste d'attaché en charge des Financements Européens au sein des effectifs de la Ville,

- inscrire les crédits nécessaires au budget du prochain exercice, en dépenses et en recettes.

«M. Jean-Marie GIRERD : Serait-il possible, une fois que cette mutualisation sera effective, d'avoir les éléments de gain éventuels qu'on aura réalisés ? Est-ce que ça peut être quantifiable et pourra-t-on avoir les éléments ?

M. LE MAIRE : Ça peut certainement être quantifiable. D'un point de vue général nous allons vers plus de mutualisation. Vous l'avez vu certainement dans Besançon 2030. Nous nous dirigeons quand même certainement à terme et assez rapidement vers une administration unique entre la Ville et l'Agglomération ; la mutualisation est effectivement quelque chose que nous allons encore conforter dans les années à venir. Nous avons déjà parcouru beaucoup de chemin, il en reste encore à parcourir. Quant aux gains, c'est toujours très difficile parce que les périmètres ne sont pas les mêmes mais on regardera si on peut les évaluer. En tout cas, en matière de personnel, les gains ne sont pas énormes. Marie-Odile est d'accord avec moi, elle qui suit cela à l'Agglomération de très près. Vous savez quand on mutualise deux services, on ajoute des personnels mais le travail s'ajoute aussi. Donc il y a certainement des économies à faire, on en a déjà fait, mais on ne supprime pas des dizaines de postes parce qu'on mutualise, certainement pas, simplement on fait peut-être mieux les choses, on gagne en qualité du travail fourni.

M. Jean-Marie GIRERD : Je voudrais mettre un petit complément. Finalement vous avez pris en compte les recommandations que j'avais faites il y a à peu près un an, en particulier quand j'avais évoqué votre ancien collègue de l'assemblée M. DOZIERES qui avait écrit un livre justement sur tous ces aspects de mutualisation et de rigueur dans les investissements. Je vous remercie d'avoir pris en compte les éléments que j'avais évoqués.

M. LE MAIRE : Ce que je sais c'est que depuis que je suis Président de l'Agglomération j'ai vu les choses beaucoup évoluer et qu'effectivement la voie de la mutualisation est la voie de l'avenir. On doit se regrouper pour être plus performant encore, pour être plus efficace parce que les deniers publics deviennent de plus en plus rares donc il faut continuer à être économe sur ces deniers. On regardera et on vous dira exactement, mais ce n'est pas renversant les gains qu'on obtient. Si en matière de ressources humaines on peut le mesurer, en matière d'efficacité c'est plus compliqué, vous en conviendrez.

M. Jean ROSSELOT : La mutualisation rendue possible par la loi de 2010 fait l'objet d'un consensus dans la classe politique locale. J'en veux pour preuve ce que Mme LEBRANCHU, Ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction Publique disait il y a trois semaines je crois à Nancy lors de l'assemblée de France des communautés urbaines. Elle précisait que son ministère envisageait d'affecter les dotations de l'État aux grandes intercommunalités d'un coefficient qui tienne compte du degré de mutualisation entre les services des communes et les services des intercommunalités. Donc nous allons vers quelque chose qui ressemble à une forte incitation du Ministère en terme de monnaie sonnante et trébuchante. Jusqu'à maintenant il faut dire que vous avez fait le service minimum. Pour moi, quelque chose qui aurait du sens, quelque chose qui aurait de l'aura vis-à-vis de nos concitoyens, ce serait par exemple -d'ailleurs vous avez dit il n'y a pas longtemps que vous y songiez- de mutualiser le bulletin d'information. C'est un véritable scandale que de voir dépenser autant d'argent pour véhiculer...

M. LE MAIRE : Il y en a des scandales !

M. Jean ROSSELOT : ...l'information de la CAGB, l'information de la Ville et à coup de brochures, et à coup de tonnes de papier glacé. Franchement mutualisez cela et utilisez du papier différent. M. CYPRIANI vous dira lequel. Le service topo, le service des archives, voire le service des véhicules... excusez-moi mais c'est le minimum, il faut aller vite et plus loin, l'information, les brochures, ne serait-ce que déjà pour commencer la Ville et l'Agglomération, ça aurait du sens vis-à-vis de nos concitoyens et vous pourriez remplir un édito qui là marquerait les esprits et j'y souscrirais parce que vous diriez que c'est pour faire des économies et rationaliser la dépense publique.

M. LE MAIRE : Il ne vous a pas échappé que dans mon propos j'ai dit que c'est la direction dans laquelle nous allons. Je pense, et c'est d'ailleurs écrit dans Besançon 2030 -un certain nombre de vos amis participent un peu à ces réunions, j'aimerais qu'ils y participent plus- que nous nous dirigeons effectivement vers des directions uniques parce c'est la voie de l'avenir. Il y a déjà le coefficient d'intégration fiscale qui existe, des services sont déjà mutualisés, la topographie comme vous dites en fait le Système d'Information Géographique (SIG) l'est, le parc est mutualisé, le service des achats est mutualisé, le service du personnel aussi. On n'a pas rien fait ! On est en train de continuer, on arrivera un jour certainement à une direction unique, ce qui ne veut pas dire d'ailleurs qu'il n'y aura plus d'entité Mairie et plus d'entité Agglomération. Il y aura encore des entités qui resteront Ville et Agglomération, je n'aime pas quand on dit Ville et Agglomération parce que la Ville est dans l'Agglomération, c'est plutôt Ville et communes de la périphérie.

M. Jean ROSSELOT : (hors micro) ...en gain de productivité, c'est de faire émerger une culture commune Ville et Intercommunalité qui n'est pas porteuse de fruits tout de suite mais qui le sera d'ici deux ou trois ans, dans l'esprit de ce que en effet, c'est mon ami et collègue Jean-Marie qui vient de le dire, votre ancien collègue de l'Assemblée Nationale, René DAUZIERES expliquait ici à Besançon il y a trois semaines. C'est dommage que vous ne soyez pas allé faire dédicacer son livre, est-ce que vous connaissez le titre du livre de M. DOZIERES ?

M. LE MAIRE : Je connais surtout bien M. DOZIERES.

M. Jean ROSSELOT : Le titre de son livre, c'est «gaspiller moins pour dépenser mieux». Vous êtes d'accord ?

M. LE MAIRE : Oui. Il me l'a envoyé.

Quels sont ceux qui s'opposent à cela ? Personne j'imagine, tout le monde est d'accord ! Quels sont ceux qui s'abstiennent ? Non plus ! C'est adopté».

Après en avoir délibéré et sur avis favorables unanimes des Commissions 1 et 2, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'adopter les propositions du Rapporteur.

Récépissé préfectoral du 20 décembre 2012.